



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

11/04/2024

Pas d'aménagement possible entre exploiters et exploités **L'urgence : développer les luttes.**

Après 3 mois de fallacieuses négociations sur le « *pacte de la vie au travail* » portant sur les conditions d'emploi des seniors, acceptant ainsi le recul de l'âge de la retraite à 64 ans par le gouvernement, syndicats et patronat ne sont pas parvenus à trouver un accord sur le CDI senior au rabais, rebaptisé « *contrat de revalorisation de l'expérience* » une idée du Medef et de la CPME pour créer un nouveau type de contrat à destination des plus de 60 ans, le salarié nouvellement embauché pouvant être licencié. Concernant les salariés en reconversion, seniors ou pas, ces derniers pouvaient bénéficier d'indemnité de licenciement ou de départ ainsi que d'un accompagnement de leur entreprise à l'issue de leur reconversion, le texte patronal souhaitait qu'ils soient tout simplement considérés comme démissionnaires ! En fait il s'agissait de pousser les salariés vers la sortie à moindre coût. L'échec des négociations sur l'emploi des seniors invalide également l'accord autour de la convention d'assurance chômage de novembre 2023 signé par la CFDT, FO et la CFTC qui avaient trouvé un accord avec le patronat. Les salariés de plus de 55 ans avaient droit à une durée d'indemnisation chômage plus longue que les autres, un décret dit de « *jointure* » avait prolongé les anciennes règles jusqu'au 30 juin 2024 et passera à 57 ans au lieu de 55. (16 % des personnes âgées de 55 à 69 ans ne sont ni en emploi, ni à la retraite).

Le gouvernement a les mains libres à la fois sur ce dossier et sur celui de l'assurance chômage.

Gabriel Attal ne le cache pas, accord ou pas, il avait déjà demandé à sa ministre du Travail de préparer une lettre de cadrage contenant les « *paramètres* » de la prochaine réforme de l'assurance chômage. Il souhaite la présenter aux syndicats et au patronat, d'ici à l'été, pour que la réforme soit en vigueur « *dès l'automne* ». Le gouvernement poursuit l'objectif de Macron, en 2017, de placer l'Unédic sous contrôle et sous financement de l'État. Et de mettre ainsi fin à un acquis capital du syndicalisme d'après guerre. Mais aussi mettre la main sur les 20,6 milliards d'euros d'excédents que prévoit de dégager l'Unedic sur la période 2024-2027 et les réserves de financement de l'Agirc-Arrco s'élevant à 68,9 milliards d'euro.

Il faut rompre avec la passivité et l'illusion qu'il est possible de gagner par le « dialogue »

Le ministre Stanislas Guerini a convié, mardi, les syndicats pour discuter d'une réforme qui supprimera à terme le statut des fonctionnaires, une future réforme au titre lourd de sous-entendus « *l'efficacité de la fonction publique* ». Une nouvelle étape dans la casse du statut de fonctionnaire. En cinq ans les lois ont déjà imposé la transformation de la fonction publique, l'allongement du temps de travail et la fusion des grands corps de l'État. Un nouveau traitement de choc menace les agents du service public : la possibilité de licencier et le salaire au mérite évoqués à de multiples reprises par le ministre sont officiellement mises sur la table, mais rien en matière de dégel du point d'indice ou de revalorisations salariales. Le gouvernement trace sa route.

Les syndicats regrettent que la préparation de la prochaine réforme se fasse sous la forme d'une simple concertation, plutôt que d'une négociation ! Une prochaine réunion est prévue le 14 mai où le *ministre imposera son projet*. Ce *dialogue social* agit toujours dans le sens d'une régression sociale et désarme les travailleurs, c'est une trahison. Il y a urgence à imposer une autre orientation sur le terrain de la lutte des classes !

La colère et les attentes sont là et doivent grandir, être structurées pour imposer les revendications en se battant ensemble, unis, sur les salaires mais aussi contre l'offensive autoritaire du gouvernement contre les massacres à Gaza et en Cisjordanie. Aucune négociation n'est en mesure de les arracher sans lutte.

Macron : la logique de la guerre impérialiste

Emmanuel Macron a posé jeudi la première pierre d'une usine de production de poudre propulsive pour les obus à Bergerac (Dordogne), symbole de *"l'économie de guerre"* qu'il appelle de ses vœux pour répondre plus vite aux besoins de l'Ukraine. Le chef de l'État, accompagné des ministres de l'Économie B. Le Maire et des Armées Sébastien Lecornu, rencontrera les dirigeants de l'industrie française de l'armement. Emmanuel Macron exhorte les industriels de défense français à accélérer le passage au *"mode économie de guerre"* et son corollaire, le réarmement. L'économie de guerre, c'est produire *"plus et plus rapidement"*.

Répondant à la forte demande suscitée par la guerre en Ukraine, Eurenco va investir près de 500 millions d'euros entre 2024 et 2026 pour multiplier par dix sa production de poudres de gros calibre !

Le développement de la guerre impérialiste sur le territoire de l'Ukraine est dans sa troisième année. Cette période est marquée par une escalade dans les politiques de réarmement, de préparation des populations à une extension du conflit, à une militarisation des activités économiques et aux restrictions des libertés.

La guerre est un moyen pour les capitalistes de remonter les taux de profits au détriment, bien entendu, du salariat. Macron, en fondé de pouvoir des intérêts capitalistes impose un fardeau de plus de 400 milliards à la nation pour accroître les budgets militaires et quand il affirme la nécessité d'envoyer des troupes au sol en Ukraine Il prépare les esprits à un engagement plus avancé de la France dans la guerre impérialiste !

Pas d'aménagement possible entre exploiters et exploités

Un Haut conseil des rémunérations, de l'emploi et de la productivité a été lancé fin mars pour trouver des solutions, regroupant partenaires sociaux, représentants d'administrations et experts. Le Premier ministre, veut réformer le système dès le prochain projet de loi de finances et Le Maire est à la manœuvre pour *« transférer cinq points de cotisations ou de contributions acquittées par les salariés, soit près de 60 milliards d'euros »* sur la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Un mécanisme nommé *« TVA sociale »* en œuvre depuis quarante ans car les serviteurs du capital ont fait le choix des baisses de cotisations sur les salaires. Il faut pourtant rappeler que les cotisations sociales sont du salaire socialisé. Salaire qui est redistribué aux salariés sous forme de droits (retraite, assurance maladie, chômage, accident du travail, etc.). *Diminuer les cotisations sociales, c'est diminuer le salaire total versé aux travailleurs.*

Derrière la proposition de Bruno Le Maire se trouve la question du financement de la Sécurité sociale. Du fait des exonérations et autres allègements de cotisations, la part représentée par les taxes et les impôts dans le financement de la protection sociale est passée de moins de 5 % en 1990, à près de 40 % en 2021. La part des ménages dans le financement y est devenue majoritaire. Les allègements de cotisations *n'ont pas entraîné de création d'emploi. De plus, transférer des cotisations vers la TVA -impôt le plus inégalitaire- déclencherait une augmentation des prix.*

Cette nouvelle inflation toucherait l'ensemble de la population, y compris les bénéficiaires de revenus de remplacement, c'est-à-dire les franges les plus pauvres de la population, et les retraités.

Même la Cour des comptes est dubitative. Dans un rapport publié en décembre 2022, elle y indique *« qu'augmenter la TVA, afin de baisser les prélèvements pesant sur le travail, n'apparaît pas opportun dans le contexte actuel français »*.

Coupes budgétaires, casse des services publics : l'heure est à la lutte

Qu'il s'agisse de compétitivité, d'inégalités ou de financement de la Sécu, la TVA sociale proposée par B. Le Maire, la détermination du gouvernement est de s'attaquer à nos conditions de vie, de travail et à notre accès à la santé, casse de l'hôpital public, de l'éducation, la privatisation du système de santé et d'éducation, de formation pour faire des économies.

Un projet toxique et mortel contre lequel il faut construire une réponse à la hauteur de l'attaque et non par le dialogue *social*. Il est urgent de changer le rapport de force, les mobilisations se multiplient, il faut articuler les

luttons pour, les services publics, les mobilisations contre la vie chère avec celles pour les salaires et le refus des offensives autoritaires

Cette société ne peut pas générer le progrès pour tous, répondre aux besoins des peuples. Il faut la dégager de l'emprise totale du capital et pour cela lutter de plus en plus fort, partout et tous ensemble jusqu'à créer un autre rapport de forces pour qu'enfin les richesses reviennent à ceux qui les ont produites. Ces luttes, nous les inscrivons dans la perspective d'arracher les moyens de production et d'échanges au capital pour que les fruits du travail bénéficient enfin au peuple.

Les riches coûtent cher en fraude et les entreprises sont les assistées :

* la fraude fiscale des possédants c'est entre 80 et 100 milliards.

* la fraude aux cotisations sociales des employeurs est estimée entre 6,8 et 8,4 milliards d'euros.

* les exonérations, allègements en faveur des entreprises s'élevaient à 74,9 milliards en 2022.

Mais le capital exige d'aller beaucoup plus loin et d'y aller plus vite. Au nom de la « *compétitivité* » tout est tiré vers le bas : les salaires, les retraites, la sécurité sociale, les indemnités....

Le Medef veut une Europe "plus agile" sur le plan économique

À l'approche du renouvellement du Parlement de Strasbourg, le Medef a donné sa feuille de route ce le 9 avril 2024 en rendant publiques 30 propositions "pour une Europe qui entreprend.

Il appelle à une réindustrialisation de l'U.E : investir 584 milliards d'euros dans les réseaux électriques, créer un fonds souverain européen au service des technologies stratégiques (deeptech, biotech, pharmacie, industrie verte). 10% du budget de l'U.E. Établir un plan de soutien massif à l'industrie européenne de défense, financé par un emprunt de 100 milliards d'euros. Il demande de soutenir la mobilité pour répondre aux pénuries de main-d'œuvre, avec de nouvelles règles de coordination des systèmes de sécurité sociale afin de simplifier le détachement des salariés. Simplifier les procédures et investir notamment dans la recherche.

Mettre en place un système simple d'aide à la décarbonation des entreprises, en crédit d'impôt. Atteindre au moins 20 % des apprentis européens ayant effectué une mobilité européenne en 2035 dans le cadre du programme Erasmus+.

Stop ! Il ne faut pas les laisser faire.

NON à la politique du gouvernement Macron. NON à l'Europe capitaliste et nous combattons l'Union européenne. Aucune des listes présentes à ces élections ne vous appelle à lutter contre l'Europe capitaliste. Seule la liste présentée par le Parti Révolutionnaire Communistes appelle à lutter sans compromis contre cette Europe, car il ne peut pas y avoir d'issue à la situation que vivent les peuples aujourd'hui sous la domination capitaliste, notre liste appelle à lutter pour un changement fondamental, une lutte sans concession contre l'Europe capitaliste. C'est la lutte de classe qui fera avancer ces exigences et non des compromis avec le capital en Europe comme en France.

L'heure est à agir sans perdre de temps. C'est le combat que nous menons et que mène notre liste du Parti Révolutionnaire Communistes.